



PRÉFÈTE DE LA MAYENNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
Bureau des procédures environnementales
et foncières**

Arrêté n° BPEF-2023-0151 du 31 OCT. 2023

accordant une dérogation au GAEC Prés du Paradis pour la construction et l'exploitation d'un bloc traite et d'une laiterie, à moins de 100 mètres de deux tiers, situés 10 chemin de la Chotardièrre à Saint-Hilaire-du-Maine

La Préfète de la Mayenne,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

VU le code de l'environnement, notamment son article R. 512-52 ;

VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations pour la protection de l'environnement, soumises à déclaration sous les rubriques n° 2101-1, 2101-2, 2101-3, 2102 et 2111 ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 février 2023, régulièrement publié, portant délégation de signature à M. Samuel GESRET, secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, sous-préfet de l'arrondissement de Laval, arrondissement chef-lieu, et suppléance du préfet de la Mayenne ;

VU la demande télédéclarée n° A-3-N3NNTLBUW en date du 1er août 2023, déposée par le GAEC Prés du Paradis, dont le siège social est situé 10 chemin de la Chotardièrre à Saint-Hilaire-du-Maine, en vue d'obtenir une dérogation pour la construction d'un bloc traite et d'une laiterie, à moins de 100 mètres de deux tiers, à cette même adresse ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations en date du 6 septembre 2023 ;

VU la transmission du projet d'arrêté à l'exploitant en date du 10 octobre 2023 ;

VU le courrier de l'exploitant en date du 19 octobre 2023 ;

CONSIDERANT qu'en application de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 susvisé, les bâtiments d'élevage et leurs annexes sont implantés à une distance minimale de 100 mètres des habitations ou locaux habituellement occupés par des tiers et à 35 mètres des puits et forages, des sources, des aqueduc en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau ;

CONSIDERANT qu'en application de l'article R. 512-52 du code susvisé, si le déclarant veut obtenir la modification de certaines prescriptions applicables à son installation en vertu de l'article L. 512-10 ou, le cas échéant, de l'article L. 512-9 du même code, il adresse une demande au préfet, qui statue par arrêté, que l'arrêté préfectoral est pris sur le rapport de l'inspection des installations classées et, si le préfet décide de le recueillir, après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, que le projet d'arrêté est porté par le préfet à la connaissance du déclarant, auquel un délai de quinze jours est accordé pour présenter éventuellement ses observations par écrit au préfet, directement ou par mandataire ;

CONSIDERANT que par télédéclaration en date du 1er août 2023 susvisée, le GAEC Prés du Paradis a sollicité une modification des prescriptions applicables à son installation ;

CONSIDERANT que l'inspection des installations classées a produit le rapport susvisé en date du 6 septembre 2023 sur cette demande ;

CONSIDERANT que la présente dérogation ne rend pas nécessaire la consultation du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

CONSIDERANT que la demande du GAEC Prés du Paradis porte sur le réaménagement de la stabulation vaches laitières en aire paillée avec aire d'exercice fumier et la construction d'un bloc traite et d'une laiterie implantés à 72 mètres de deux tiers ;

CONSIDERANT que la présence d'un dénivelé ainsi que la construction d'un hangar de stockage de bois déchiqueté entre l'exploitation du GAEC et les tiers limiteront fortement l'impact visuel vis-à-vis des tiers ;

CONSIDERANT que le bloc traite sera implanté à l'arrière de la stabulation existante et ne sera pas visible des tiers ;

CONSIDERANT que cet aménagement permettra de mieux valoriser l'accès des animaux au pâturage et évitera le parcours extérieur des vaches laitières pour l'accès au bloc de traite ;

CONSIDERANT que la laiterie sera implantée à l'avant de la stabulation ;

CONSIDERANT que les accords des tiers et du maire de la commune de Saint-Hilaire-du-Maine sont joints à la demande ;

CONSIDERANT que le demandeur, par son courrier en date du 19 octobre 2023, a indiqué ne pas avoir d'observation relative au projet d'arrêté qui lui a été soumis ;

CONSIDERANT ainsi qu'une dérogation peut être accordée sans compromettre le respect des intérêts protégés et visés par les dispositions de l'article L. 511-1 du code susvisé qui sont la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publiques, l'agriculture, la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, l'utilisation rationnelle de l'énergie, la conservation des sites et des monuments ainsi que celle des éléments du patrimoine archéologique ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Mayenne ;

A R R Ê T E

ARTICLE 1^{er} : la dérogation sollicitée par le GAEC Prés du Paradis pour la construction et l'exploitation d'un bloc de traite et d'une laiterie à moins de 100 mètres de deux tiers, 10 chemin de la Chotardière à Sant-Hilaire-du-Maine, est accordée.

ARTICLE 2 : à l'exception de ces règles d'implantation, l'exploitation de ces élevages est soumise aux dispositions de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations pour la protection de l'environnement, soumises à déclaration sous les rubriques n° 2101, 2102 et 2111.

ARTICLE 3 : le présent arrêté est notifié au GAEC Prés du Paradis.

Cet arrêté est publié pour une durée de trois ans, sur le site internet des services de l'État en Mayenne : <https://www.mayenne.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement-eau-et-biodiversite/Installations-classees/Installations-classees-agricoles/Declaration/Arretes-de-derogation>.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Saint-Hilaire-du-Maine.

ARTICLE 4 : le secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, le sous-préfet de Mayenne par intérim, le maire de Saint-Hilaire-du-Maine, le directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations, l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour la préfète et par délégation,
Le sous-préfet, secrétaire général
de la préfecture de la Mayenne,


Samuel GESRET

Délais et voie de recours
(article R. 514-3-1 du code de l'environnement)

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Nantes – 6, allée de l'Île Gloriette – BP 24111 – 44041 Nantes cedex :

1° par les tiers intéressés, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la décision ;

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif de Nantes peut aussi être saisi par l'application Télérecours Citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.